

01/09/2025

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 242 du 1^{er} septembre 2025**

**Dans l'action contre la super-austérité Macron-Bayrou le 10 septembre et après :
La lutte des classes c'a s'organise !**

CGT, SUD, CFDT, FO prennent positions sur le 10 septembre

La montée en puissance du 10 septembre sur le thème : "bloquons tout" et qui exprime la colère profonde qui couve et monte parmi les travailleurs face aux mesures d'austérité Macron-Bayrou a amené les grandes confédérations syndicales à se prononcer sur la question.

Sans surprise, FO affirme se tenir à l'écart du mouvement, s'en remettant aux décisions d'une intersyndicale qui devait avoir lieu le 1er septembre mais a été avancée au 29 août. Tous les confédérations participeront à cette réunion. De son côté la CFDT qui avait invité Bayrou à son Université d'été, si elle affirme qu'elle est favorable à des actions en septembre en limite, par la voix de sa secrétaire générale, la portée en déclarant au journal *Le Monde* à propos du 10 septembre : " *que la CFDT ne se « joindra pas » au mouvement de contestation. « Tout bloquer, la désobéissance, ce n'est pas la méthode de la CFDT.*" Entre l'invitation de Bayrou dont la signification politique n'avait échappé à personne et un léger recentrage vers l'opposition à son plan, il n'y a pas de changement de ligne de la CFDT mais incontestablement le fait que la pression pour l'action se fait plus forte. SUD appelle de son côté à l'action et à la grève le 10 septembre. Sa fédération des cheminots a lancé un appel dans ce sens.

La position de la CGT était attendue. Le Comité Confédéral National en a discuté. Si de nombreux intervenants ont fait part de la colère qui monte et de la détermination à agir dès le 10 septembre, le texte issu du CCN s'il prend en compte le 10 septembre, laisse aux organisations de base le soin de décider de leur participation. : " *La dynamique citoyenne du 10 septembre démontre l'ampleur de la colère sociale. La CGT souhaite que cette journée soit une première étape réussie, ce qui passe en particulier par la grève sur les lieux de travail. Elle appelle donc ses syndicats à débattre avec les salariés et à construire la grève partout où c'est possible.*" Il n'y a pas là d'appel explicite mais plutôt, comme une clause de style, ce que le journal *Les échos* qualifie de : " *Soutien Ambivalent* ". Clairement la CGT mise tout sur une initiative intersyndicale avec les autres confédérations et en particulier la CFDT, dont nous venons de souligner qu'elle a déjà le pied sur le frein !

L'intensité et la durée de la lutte nécessaire pour mettre à bas le plan d'austérité dépendra donc de la capacité des organisations de base à mobiliser. Dans cette rubrique économique et sociale, nous ferons en sorte d'appuyer ce mouvement.

Colère à l'AP-HP : Quatre syndicats de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), CGT, FO, CFTC et UNSA, appellent à la mobilisation en cette rentrée contre le plan d'austérité annoncé par François Bayrou.

Selon Nathalie Marchand, secrétaire générale de la CGT de l'AP-HP (Assistance Publique - Hôpitaux de Paris), " *Il y a une vraie colère*" alors que cinq milliards d'économies ont été annoncées pour les hôpitaux publics par le premier ministre, François Bayrou, lors de la présentation de ses orientations budgétaires pour 2026, en juillet. Pour riposter au plan Macron-Bayrou, quatre syndicats de l'APHP, la CGT, FO, CFTC et UNSA, appellent les soignants et le personnel à se mobiliser pour cette rentrée. Le préavis de grève a été déposé ce lundi 25 août mais le mouvement devrait être suivi seulement le 10 septembre pour converger avec l'appel d'un collectif internet à bloquer le pays ce jour-là. Pour le moment, donc, il n'y a aucun impact dans les hôpitaux franciliens.

Une grève reconductible à la centrale nucléaire de Saint-Alban/Saint-Maurice début septembre

Dans le cadre de l'action organisée par la FNME-CGT, La CGT de la centrale nucléaire EDF de Saint-Alban/Saint-Maurice, lance un mouvement de grève reconductible à partir du 2 septembre prochain . Les revendications portent notamment sur la grille salariale, la revalorisation de l'indemnité d'astreinte, les niveaux de rémunération concernant les départs à la retraite ou encore « la sortie des logiques de marché » pour garantir la souveraineté énergétique. Dans un premier temps, une grève de 24 heures est programmée doublée d'un appel à réduire la production d'électricité et d'un arrêt des activités liées aux arrêts de tranches. Un service minimum d'accès au site est aussi annoncé. Une assemblée du personnel aura lieu le 28 août à la centrale pour organiser le mouvement.

CGT Educ-Action 95 : Le 10 septembre : on bloque tout. On riposte ensemble et on prépare les suites !

Le syndicat analyse les raisons de l'attaque du capital : " Le gouvernement Bayrou-Macron a décidé de frapper très fort. Pour faire face à une dette artificiellement créée – après avoir gavé le grand capital d'argent public – **son objectif est désormais clair : faire payer l'ensemble des travailleurs.**

L'annonce de la suppression de deux jours fériés est la mesure phare, censée permettre des « économies ». En réalité, pour nous, cela signifie **travailler deux jours gratuitement.** Du côté des budgets publics, la saignée est sans précédent : **44 milliards d'euros de coupes sont annoncés** dans la santé, l'éducation, les services publics et territoriaux... Alors que dans le même temps les budgets pour l'armée et la guerre explosent, tout comme les dividendes des actionnaires." Il appelle à construire une riposte globale.

10 septembre : la FSU-SNUipp (Val de Marne) appelle à rejoindre et soutenir les mobilisations contre le budget Bayrou

Dans son intervention au Conseil national de la FSU-SNUipp du 27 août 2025 le SNUipp-94 appelle à rejoindre le mouvement du 10 septembre : "**Nationalement, le SNUipp et la FSU doivent appeler à soutenir une mobilisation générale à partir du 10 septembre. Cette date, si un mercredi ne peut être une journée de grève effective dans notre département car l'ensemble des écoles y sont à 4 jours, doit être reprise à notre compte comme une amplification des mobilisations nécessaires.**" **le SNUipp dans le Val de Marne**, en appelle avec l'intersyndicale FSU-CGT-FO-Solidaires-CNT aux mobilisations et grèves de rentrée, notamment à Ivry les 4 et 5 septembre.

TER Bourgogne Franche-Comté : Les syndicats de Cheminots vent debout avec les usagers contre la mise en concurrence et ses conséquences

Le Conseil Régional dirigé par une Présidente socialiste avec une majorité PS, École, PCF a attribué le lot Bourgogne Ouest Nivernais à une société dédiée dans le cadre de l'application d'une nouvelle convention TER. Cette convention, imposée sans réelle concertation avec les usagers, aurait dû tenir compte des choix des citoyens et intégrer leurs demandes dans un cahier des charges précis, défini par le Conseil Régional. Cette décision aura des conséquences concrètes :

- Suppression de la quasi-totalité des guichets et donc plus accompagnement humain, formé, indispensable dans la préparation d'un voyage, tout comme pour l'après-vente ;
- Fermeture de la majorité des gares ;
- Diminution drastique de l'accès à l'information et à l'achat de billets pour les personnes âgées, en situation de handicap ou sans accès au numérique ;
- Dégradation de la sécurité dans les gares vidées de leur personnel ;
- Fragilisation de la vie locale et de l'aménagement du territoire.

Une pétition lancée par les syndicats des cheminots CGT, CFDT, UNSA et Sud explique que : "**cette attribution est le premier effet néfaste d'une ouverture à la concurrence du TER voulue par le Conseil Régional. La qualité de service rendu aux usagers et les conditions de travail des agents ne sont pas leurs priorités.**"

Les signataires exigent le maintien de l'ensemble des gares ainsi que des guichets ouverts aux heures d'ouverture et de fermeture de ces gares avec une présence humaine suffisante pour répondre aux besoins des usagers mais aussi à l'égalité d'accès au service public SNCF pour tous du 1^{er} au dernier train.

URIF (Île-de-France): Rassemblement devant la CRAMIF le 28 août

Pour une sécurité sociale qui réponde aux besoins de tous, contre les annonces gouvernementales, les Union Régionales d'Île-de-France, CGT, FO, FSU, Sud et Unef ont appelés à un rassemblement le 28 août devant la Caisse Régional d'assurance Maladie de l'Île-de-France (CRAMIF).

Commémoration de la Libération de la Bourse du travail de Paris



Le mardi 26 août, l'UD-CGT de Paris a commémoré la libération de la Bourse du Travail de Paris. Ce sont les travailleurs parisiens qui le 19 août après quatre années d'occupation par les troupes de l'Allemagne nazi ont repris ce lieu qui est le leur. Ce fut le résultat de la conjonction de la lutte armée de la résistance intérieure commandée par le Colonel Rol-Tanguy qui dirigea l'insurrection parisienne et de l'action de la CGT clandestine, avec les troupes de la 2^{ème} division blindée conduite par le Général Leclerc. Pour reprendre l'expression célèbre du Général de Gaulle chez de la Résistance Nationale : "*Paris libéré par lui-même, avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière!*"

Bayrou à l'Université d'été de la CFDT

Décidément la collaboration de classe bat son plein. La CFDT avait invité Bayrou le 26 août à intervenir lors de son Université d'été à la Bourse du travail à Paris. Une manifestation appelée par la CGT, FO, SUD, FSU a obligé la CFDT, selon l'expression du *Canard Enchaîné*, à l'exfiltrer en grande banlieue. Dans ce grand moment de *dialogue social* entre gens de bonne compagnie, Bayrou a rejoué son air des sacrifices nécessaires, mais selon lui équilibrés, pour faire face à une situation financière tragique, les fameux 44 milliards dont la CFDT, comme d'autres d'ailleurs, reconnaît la nécessité de les trouver en faisant preuve de justice sociale. Tout cela n'a rien apporté de bien nouveau, si ce n'est de lui offrir une tribune. Ce qui était intéressant dans les paroles de Bayrou, ce fut un rappel des origines communes de son mouvement politique (le Modem) et de la CFDT, à savoir la doctrine du christianisme social formalisée en 1891 avec le pape Léon XIII et la publication de *Rerum Novarum*¹, la première encyclique dédiée à la morale sociale.

Cette encyclique, comme la constitution des organisations politiques et syndicales qui l'on suivi avait pour but de faire pièce à la montée du mouvement ouvrier sur des bases révolutionnaires mettant en danger le capitalisme. *Rerum Novarum*, c'est la négation de la lutte de classe et l'association capital travail.

Au travers de cette référence; appelant à la rescousse Marc Sangnier², promoteur de la Démocratie Chrétienne en France, Bayrou a-t-il en vue l'appel à la reconstitution d'une alliance du Centre et du Parti Socialiste faisant pièce à ce qu'il appelle les *extrêmes* ? Rappelons que cette combinaison qui fit les beaux jours de la collaboration de classe sous la IV^{ème} République avec les combinaisons SFIO, MRP et Radicaux, est au centre de la démarche de Macron formalisée par le *ni droite ni gauche* qui a aujourd'hui plus que du plomb dans l'aile du fait de la résistance opiniâtre des travailleurs face à la liquidation de leurs conquêtes sociales. Nous sommes donc bien ramenés au fondamental : Collaboration ou lutte de classe ! Pour nous le choix est fait c'est celui de la lutte de classe et de l'organisation de ce combat.

Monde

Pourquoi les BRICS ne dénoncent pas le génocide en cours à Gaza ?

Le Comité pour l'Abolition des Dettes Illégitimes (CADTM) publie un dossier très documenté sur les rapports des BRICS avec l'État d'Israël³, ce dossier complet est accessible avec le lien en note. Dans ce document, le CADTM rappelle que les BRICS représentent une part importante de la population et de la richesse mondiale. Cela devrait leur permettre de peser sur Israël quand les puissances impérialistes occidentales et les États-Unis en sont les plus fermes soutiens : "Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et l'Afrique du Sud) qui ont admis en leur sein 5 États de plus (Égypte, Émirats Arabes Unis, Éthiopie, Indonésie et Iran) se sont réunis à Rio de Janeiro les 6 et 7 juillet 2025. L'Arabie Saoudite était présente mais n'a pas officiellement adhéré en tant que pays membre. Une petite vingtaine d'autres États considérés comme partenaires étaient également représentés.

Alors que le président des États-Unis multiplie les actions unilatérales tant au niveau militaire qu'au niveau commercial, les BRICS défendent le multilatéralisme et le système des Nations Unies qui sont en pleine crise. Ils

défendent également le mode de production capitaliste, productiviste-extractiviste qui exploite le travail humain et détruit la nature.

Les BRICS représentent la moitié de la population mondiale, 40% des ressources fossiles d'énergie, 30% du produit intérieur mondial et 50% de la croissance. S'ils voulaient mettre en œuvre un modèle de développement différent, ils auraient à leur disposition d'importants moyens pour le faire mais ce n'est pas dans leur intention et cela ne fait pas partie de leur pratique."

État sanitaire des enfants aux États-Unis⁴

Nous livrons ici un résumé du Journal of the American Médical Association (JAMA) du 12 août faisant part d'une étude sur la santé des enfants américains. Ce constat alarmant en dit long sur la réalité de la vie dans la plus grande puissance impérialiste du monde !

" Question : Comment la santé des enfants américains a-t-elle évolué entre 2007 et 2023 (mortalité, maladies chroniques, obésité, état fonctionnel et symptômes) ? Constats : Les tendances temporelles entre 2007 et 2023 se sont considérablement détériorées en ce qui concerne la mortalité infantile, les maladies chroniques physiques, développementales et mentales, l'obésité, les troubles du sommeil, la puberté précoce, les limitations d'activité et les symptômes physiques et émotionnels. Signification : La santé des enfants américains s'est détériorée sur un large spectre d'indicateurs, soulignant la nécessité d'identifier les causes profondes de ce déclin fondamental de la santé du pays. Résumé Importance : De récentes déclarations scientifiques et politiques suggèrent une possible dégradation de la santé infantile aux États-Unis.

Objectif : Déterminer l'évolution de la santé des enfants américains entre 2007 et 2023 à l'aide de multiples méthodes de collecte de données et d'un ensemble complet d'indicateurs de santé. Conception, contexte et participants : Analyses transversales répétées utilisant les statistiques de mortalité des États-Unis et de 18 pays à revenu élevé de comparaison de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE18), 5 enquêtes représentatives au niveau national et les dossiers médicaux électroniques de 10 systèmes de santé pédiatrique (PEDSnet). Les populations comprenaient des personnes de moins de 20 ans. Les tailles d'échantillon au dénominateur non pondéré étaient comprises entre 1 623 et 95 677 pour les enquêtes, entre 1 026 926 et 2 114 638 pour PEDSnet, entre 81,9 et 83,2 millions aux États-Unis et entre 118,4 et 121,1 millions dans les pays de l'OCDE18 pour les statistiques de mortalité. Durée du calendrier d'exposition. Principaux critères de jugement et mesures : Rapports de taux (RR) et incidence annuelle de mortalité, et prévalence des affections chroniques physiques, développementales et mentales, de l'état fonctionnel et des symptômes. Résultats De 2007 à 2022, les nourrissons (< 1 an) étaient 1,78 (IC à 95 %, 1,78-1,79) et les personnes âgées de 1 à 19 ans étaient 1,80 (IC à 95 %, 1,80-1,80) fois plus susceptibles de mourir aux États-Unis que dans l'OCDE18. Les deux causes de décès présentant la plus grande différence nette entre les États-Unis et l'OCDE18 étaient la prématurité (RR, 2,22 [IC à 95 %, 2,20-2,24]) et la mort subite et inattendue du nourrisson (RR, 2,39 [IC à 95 %, 2,35-2,43]) pour les nourrissons de 12 mois ou moins, ainsi que les incidents liés aux armes à feu (RR, 15,34 [IC à 95 %, 14,89-15,80]) et les accidents de la route (RR, 2,45 [IC à 95 %, 2,42-2,48]) pour les personnes âgées de 1 à 19 ans. Entre 2011 et 2023, la prévalence des personnes âgées de 3 à 17 ans atteintes d'une maladie chronique est passée de 39,9 % à 45,7 % (RR : 1,15 [IC à 95 % : 1,14-1,15]) au sein de PEDSnet, et de 25,8 % à 31,0 % (RR : 1,20 [IC à 95 % : 1,20-1,20]) au sein de la population générale. Les taux d'obésité, d'apparition précoce des règles, de troubles du sommeil, de limitations d'activité, de symptômes physiques, de symptômes dépressifs et de solitude ont tous augmenté au cours de la période d'étude.

Conclusions et pertinence : La santé des enfants américains s'est dégradée dans de nombreux domaines d'indicateurs de santé au cours des 17 dernières années. L'ampleur de cette détérioration souligne la nécessité d'identifier et de traiter les causes profondes de ce déclin fondamental de la santé du pays."

Tunisie : l'UGTT contre la dérive autoritaire du pouvoir



Depuis début août, le président tunisien Kaïs Saïed et ses partisans intensifient leurs attaques contre l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), pilier historique du syndicalisme tunisien.

La tentative d'assaut du siège de l'UGTT, le 7 août, suivie d'un soutien public du chef de l'État aux manifestants, a ravivé les inquiétudes sur un tournant répressif contre les libertés syndicales en Tunisie.

Le climat social s'est brutalement tendu après cette attaque, qui a marqué une nouvelle étape dans la confrontation ouverte entre la présidence et la centrale syndicale. Kaïs Saïed a évoqué la possibilité de criminaliser certaines actions syndicales, une menace interprétée comme une volonté d'affaiblir l'UGTT, acteur central de la vie sociale et politique tunisienne depuis l'indépendance.

7^{me} forum franco-italien des syndicats patronaux

Ce ne sont pas les dirigeants des États qui décident, mais les maîtres de l'économie capitaliste, ceux qui ont en main les leviers décisifs de cette économie :

En juillet s'est tenu à Rome le 7^{me} forum franco-italien des syndicats patronaux MEDEF quant à la France et Confindustria concernant l'Italie avec **la participation d'Ursula Von der Leyen !**

Dans un communiqué commun les deux organisations écrivent :

« *L'Europe vacille, ses usines ferment* »... Les causes ? « *Les factures énergétiques* » et « *la réduction des émissions de -90% d'ici à 2040* ». Quelles seront les conséquences ? « *Le risque de déclencher des délocalisations* »...du chantage ! Solutions : les organisations patronales exigent en vue de mener les transitions écologiques « *le déblocage par l'Union Européenne une vague d'investissement sans précédent* »... « *pas de nouvelles taxes sur les entreprises* ».

« *Le commerce mondial devient un champ de bataille* » peut-on lire. Les organisations patronales demandent la ratification des traités UE-MERCOSUR et la ratification des accords avec l'Australie, l'Inde, l'Indonésie.

Dans ce communiqué commun les patrons lancent un plaidoyer pour reconstruire la défense de l'UE.

Il s'avère que ce forum s'est tenu en parallèle de la conférence sur la reconstruction de l'Ukraine rassemblant entreprises, gouvernements, institutions financières...

Pour le parti révolutionnaire Communistes cela montre qu'une nouvelle étape menaçante de dangers, y compris celui d'une guerre internationale, du fait même de la concurrence acharnée que se livrent les groupes capitalistes. C'est le mode d'existence du capitalisme à l'échelle internationale. La mondialisation capitaliste c'est ça !

[1](https://www.vatican.va/content/leo-xiii/fr/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_15051891_rerum-novarum.html) https://www.vatican.va/content/leo-xiii/fr/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_15051891_rerum-novarum.html

[2](https://fr.wikipedia.org/wiki/Marc_Sangnier) https://fr.wikipedia.org/wiki/Marc_Sangnier

[3](https://www.cadtm.org/Pourquoi-les-BRICS-ne-denoncent-pas-le-genocide-en-cours-a-Gaza) https://www.cadtm.org/Pourquoi-les-BRICS-ne-denoncent-pas-le-genocide-en-cours-a-Gaza

[4](https://jamanetwork.com/journals/jama/article-abstract/2836060) https://jamanetwork.com/journals/jama/article-abstract/2836060

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service